

- Pourquoi un abattoir à COMADE ?

- 1) Alors que la demande en viande bovine, ovine connaît une consommation, prix et changement d'habitude alimentaire.
- 2) Peu d'éleveurs du Brivadois abattent à BRIOUDE : pour votre information les 4 éleveurs de COMADE ne passent pas par l'abattoir de BRIOUDE !!!

L'abattoir de ISSOIRE ne fonctionne pas à 100% mais à 50%
Celui de POLIGNAC fait des études pour retrouver un peu d'activité

Bétonner des hectares de terres agricoles est une aberration.
Investissements très lourds, approvisionnement en eau (qui devient une denrée rare), équipements : cette dépense est-elle d'utilité publique.

La charge financière sera sur les collectivités locales qui souscriront des emprunts au détriment d'autres projets plus utiles pour la population et le développement du territoire : transition écologique, réchauffement climatique (écoles, hôpitaux, lieux de vie). Les ressources locales seront impactées par un projet aux retombées incertaines, plutôt que de permettre des initiatives utiles à la population et au tourisme.
Ce projet peut être porté par le département et non seulement par notre communauté de communes CCBSA. Mais il y a d'autres abattoirs !!

A l'heure actuelle la conicule soulève d'autres problèmes et d'autres investissements. C'est pour cela que nous sommes contre. Daniëlle et Claude COUTAREL

Économie

Abattoir communautaire : des efforts mais peut mieux faire

La communauté d'agglomération du Puy-en-Velay vient de voter une augmentation des tarifs de l'abattoir de Polignac. La structure est en quête de recettes supplémentaires et d'économies pour retrouver un équilibre financier. Elle serait en bonne voie d'y parvenir, selon les élus.

PHILIPPE SUC
philippe.suc@communairec25.com

La communauté d'agglomération du Puy a voté une révision des tarifs de l'abattoir, une revalorisation de 2 % sur l'ensemble de la grille tarifaire, applicable au 1^{er} juillet prochain. Principal argument invoqué : l'augmentation des coûts, énergie, inflation... L'augmentation concerne aussi bien les abatages professionnels, familiaux, les prestations de découpes et autres. L'abattoir reste confronté à des difficultés financières (plusieurs fois évoquées dans nos colonnes), mises au jour surtout après l'arrêt, en 2024, du grossiste Da Silva, parti avec une ardoise de 350.000 euros. Confronté également à une baisse des volumes. Mais l'heure est malgée tout « aux bonnes nouvelles ». Pour Gérard Gros, élu en charge de l'abattoir, le plan de redressement décidé aurait déjà porté ses fruits grâce à une réduction des dépenses de fonctionnement et de la masse salariale, à l'augmentation des recettes. « On s'était fixé, dit-il, un objectif de 500.000 euros d'économie. On peut dire aujourd'hui que cet objectif a

été atteint en à peine un an ». Le gestionnaire peut s'estimer plutôt satisfait. Sur l'ensemble de l'année dernière, l'abattoir de Polignac a vécu six mois difficiles. Pour établir son budget, l'Agglo a prévu une subvention d'équilibre de 320.000 euros. Gérard Gros reste optimiste : « On sera sans doute en dessous », l'augmentation des tarifs devrait rapporter autour de 30.000 euros. Le gestionnaire de l'abattoir est prudent, contraint de jouer sur deux tableaux : un besoin d'argent, sans bousculer ses clients.

Recherche tonnage supplémentaire

Reste qu'un retour à l'équilibre pourrait intervenir d'ici un ou deux ans. Pour cela, les efforts de redressement doivent se poursuivre, sachant que le marché de la viande reste fragile. La structure est aujourd'hui à la recherche de tonnage supplémentaire. Pour sa part, le président de la communauté d'agglomération tient à souligner « le travail des services et leur implication » pour valider cette première partie d'économies. « La marche n'est pas atteinte mais on n'en est

pas loin. Si on continue dans cette voie, on se positionnera favorablement sur l'abattoir », poursuit Jean-Paul Bringer. Des pistes seraient à l'étude pour retrouver un peu d'activité, « et retrouver un équilibre voire augmenter un peu », ajoute Gérard Gros.

La baisse de tonnage enregistrée à Polignac est généralisée en France. Les bêtes sur pied (bovins) se sont très bien vendues ces derniers mois. « De moins en moins de producteurs transforment et font de la découpe. La tendance est ainsi », admet Gérard Gros. L'an dernier, l'abattoir a réalisé un volume de l'ordre de 2.800 tonnes. L'Agglo se fixe un cap : revenir à un peu plus de 3.000 tonnes. Même si la consommation de viande de bœuf se tasse du fait des prix élevés, et d'un changement d'habitudes alimentaires.

Signe de son optimisme, le gestionnaire n'a pas renoncé à réaliser des investissements, sans doute dès 2027. L'abattoir retrouvera alors un peu d'oxygène, l'outil étant amorti après vingt ans d'existence ! La structure a vu le jour en 2007. L'amortissement pèse autour de 250.000 euros sur le budget. L'abattoir doit rester compétitif, répondre aux services vétérinaires et au bien-être animal. Entre 4 et 500.000 euros devraient être consacrés à une nouvelle chaîne d'abatage. Au cours des années de croissance, la structure était montée à 4.600 tonnes tant et si bien que l'outil ne répondait plus aux normes. On pense en particulier aux secteurs bouverie et trégo.

Sachant que l'agrement était accordé pour 3.200 tonnes.

Avec la baisse des volumes, une partie des problèmes se trouve résolue. Mais demain l'abattoir envisage de pouvoir disposer d'une chaîne supplémentaire, séparant ainsi l'abatage des porcs de celui des agneaux.

Gérard Gros l'assure : « On devrait y arriver. On est sûr de bons rails ». ■



